

Art. 4. Les affaires sont introduites suivant la compétence respective de chaque membre :

— devant la première chambre, aux audiences des mercredi et jeudi prévues à l'article 2, lorsque l'introduction de ces affaires se fait par requête, et aux audiences du mercredi prévues au même article, lorsque l'introduction desdites affaires se fait par exploit d'assignation ou par comparution volontaire;

— devant les autres chambres aux jours correspondants prévus à l'article 2.

les autres affaires dont connaissent les juridictions du travail en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire sont introduites :

— devant la première chambre, aux audiences du mercredi prévues à l'article 2, lorsque l'introduction de ces affaires se fait par exploit d'assignation ou par comparution volontaire;

— devant chaque chambre compétente, aux jours correspondants prévus à l'article 2, lorsque l'introduction de ces affaires se fait par requête.

Art. 5. L'arrêté royal du 13 septembre 1978 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Malines est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 85 — 1926

20 AOUT 1985

Arrêté royal fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Turnhout

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail d'Anvers, du premier président de la cour d'appel d'Anvers et du procureur général à Anvers, du président du tribunal du travail de Turnhout, de l'auditeur du travail à Turnhout, du greffier en chef du tribunal du travail de Turnhout et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Turnhout;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal du travail de Turnhout se compose de trois chambres.

La première chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 582, 3^o et 4^o du Code judiciaire, ainsi que de l'application des sanctions administratives prévues par la loi relatives aux amendes administratives visée à l'article 583 du même Code.

La deuxième chambre connaît des contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire ainsi que des contestations prévues à l'article 34^{ter}, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. De zaken worden volgens de overeenkomstige bevoegdheid van deze kamer, ingeleid :

— voor de eerste kamer, op de bij artikel 2 bepaalde zittingen van woensdag en donderdag voor de zaken ingeleid bij verzoekschrift en op de bij hetzelfde artikel bepaalde zittingen van woensdag voor de zaken ingeleid bij exploit van dagvaarding of bij vrijwillige verschijning;

— voor de andere kamers, op de dagen respectievelijk bepaald bij artikel 2.

de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, worden ingeleid :

— voor de eerste kamer, op de bij artikel 2 bepaalde zittingen van woensdag voor de zaken ingeleid bij exploit van dagvaarding of bij vrijwillige verschijning;

— voor elke bevoegde kamer, op de dagen respectievelijk bepaald bij artikel 2, voor de zaken ingeleid bij verzoekschrift.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 13 september 1978 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Mechelen, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 7. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 1926

20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Turnhout

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Turnhout, van de arbeidsauditeur te Turnhout, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Turnhout en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Turnhout;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Turnhout bestaat uit drie kamers.

De eerste kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij de artikelen 578, 579 en 582, 3^o en 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de toepassing van de wet betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 583 van hetzelfde Wetboek.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de betwistingen bedoeld in artikel 34^{ter}, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

La troisième chambre connaît des matières prévues aux articles 581 et 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire.

Chaque chambre connaît, selon les compétences attribuées dans le présent article, de l'application des sanctions administratives prévues par les lois et règlements visés aux articles 578 à 582 du Code judiciaire.

Les différentes chambres connaissent en outre, selon la répartition qui en est faite par le président, des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. — La première chambre siège le lundi excepté le cinquième lundi du mois, à 14 heures, et le mardi, excepté le cinquième mardi du mois, à 9 heures.

— La deuxième chambre siège les deuxième et quatrième mercredis du mois, à 14 heures, les deuxième et quatrième jeudis du mois, à 14 heures et les premier, deuxième et troisième vendredis du mois à 9 et à 14 heures.

— La troisième chambre siège les premier et troisième mardis du mois à 14 heures et les premier et troisième jeudis du mois à 14 heures.

Les audiences de référé et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, se tiennent le mercredi à 10 heures.

Art. 3. Les introductions se font :

Devant la première chambre :

— à l'audience du lundi après-midi, pour les contestations prévues aux articles 578 et 582, 3^o et 4^o du Code judiciaire et les amendes administratives visées à l'article 583 du même Code;

— toutefois les contestations prévues à l'article 578, 1^o, 2^o, 3^o et 7^o, du Code judiciaire sont introduites à l'audience de l'après-midi des premier et troisième mercredis du mois lorsqu'elles intéressent les ouvriers et à l'audience de l'après-midi des deuxième et quatrième lundis du mois lorsqu'elles intéressent les employés;

— pour les affaires prévues à l'article 579 du Code judiciaire, à l'audience du matin des premier et troisième mardis du mois lorsqu'elles sont introduites par comparution volontaire ou par requête, et à l'audience du matin des deuxième et quatrième mardis du mois lorsqu'elles sont introduites sur citation.

Devant la deuxième chambre :

— pour les contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire, à l'audience de l'après-midi des deuxième et quatrième mercredis du mois lorsqu'elles se rapportent aux pensions, à l'audience de l'après-midi des deuxième et quatrième jeudis du mois lorsqu'elles se rapportent aux actions en recouvrement de cotisations sociales, à l'audience du matin des trois premiers vendredis du mois lorsqu'elles se rapportent au chômage, et à l'audience de l'après-midi de ces trois vendredis lorsqu'elles se rapportent aux autres matières prévues à l'article 580 du Code judiciaire;

— à l'audience de l'après-midi des trois premiers vendredis du mois, pour les contestations prévues à l'article 34ter, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Devant la troisième chambre :

— à l'audience de l'après-midi des premier et troisième mardis du mois, pour les contestations prévues à l'article 581 du Code judiciaire;

— à l'audience de l'après-midi des premier et troisième jeudis du mois, pour les matières prévues à l'article 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire;

— à l'audience du mercredi matin en matière de référé.

Les autres affaires dont les juridictions du travail connaissent en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire sont introduites devant la première chambre à l'audience de l'après-midi des deuxième et quatrième lundis du mois.

Art. 4. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures avec l'accord du président et, dans les cas où l'avis du ministre public est requis, après consultation de l'auditeur du travail.

Art. 5. Le bureau d'assistance judiciaire siège le mercredi à 9 heures.

Art. 6. L'arrêté royal du 29 septembre 1972 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Turnhout est abrogé.

De derde kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij de artikelen 581 en 582, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek.

Elke kamer neemt, volgens de in dit artikel toebedeelde bevoegdheden, kennis van de toepassing van de administratieve sancties bepaald bij de wetten en verordeningen bedoeld in de artikelen 578 tot 582 van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarenboven neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling gedaan door de voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. — De eerste kamer houdt zitting op maandag, uitgenomen de vijfde maandag van de maand, om 14 uur en op dinsdag, uitgenomen de vijfde dinsdag van de maand, om 9 uur.

— De tweede kamer houdt zitting de tweede en vierde woensdag van de maand om 14 uur, de tweede en vierde donderdag van de maand om 14 uur en de eerste, tweede en derde vrijdag van de maand om 9 uur en om 14 uur.

— De derde kamer houdt zitting de eerste en derde dinsdag van de maand om 14 uur en de eerste en derde donderdag van de maand om 14 uur.

De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen van het kort geding van toepassing zijn, worden gehouden op woensdag om 10 uur.

Art. 3. De inleidingen geschieden :

Voor de eerste kamer :

— inzake de artikelen 578, 582, 3^o en 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek en de administratieve geldboeten bedoeld in artikel 583 van hetzelfde Wetboek op de zitting van maandagnamiddag;

— evenwel worden de zaken bedoeld in artikel 578, 1^o, 2^o, 3^o en 7^o, van het Gerechtelijk Wetboek ingeleid op de zitting van de eerste en derde maandagnamiddag van de maand voor de zaken die de werknemers-arbeiders betreffen en op de zitting van de tweede en vierde maandagnamiddag van de maand voor de zaken die de werknemers-bedienden betreffen;

— inzake artikel 579 van het Gerechtelijk Wetboek op de zitting van de eerste en derde dinsdagmorgen van de maand voor de zaken ingeleid bij vrijwillige verschijning of verzoekschrift en op de zitting van de tweede en vierde dinsdagmorgen van de maand voor de zaken ingeleid bij dagvaarding.

Voor de tweede kamer :

— inzake artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek op de zitting van de tweede en vierde woensdagnamiddag van de maand wat de pensioenen betreft, op de zitting van de tweede en vierde donderdagnamiddag van de maand wat de vorderingen tot inning van de sociale bijdragen betreft, op de zitting van de eerste, tweede en derde vrijdagvoormiddag van de maand wat de werkloosheid betreft en op de zitting van de eerste, tweede en derde vrijdagnamiddag van de maand voor alle overige aangelegenheden bepaald in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek;

— inzake de betwistingen bedoeld in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering op de zitting van de eerste, tweede en derde vrijdagnamiddag van de maand.

Voor de derde kamer :

— inzake artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek op de zitting van de eerste en derde dinsdagnamiddag van de maand;

— inzake artikel 582, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek op de zitting van de eerste en derde donderdagnamiddag van de maand;

— inzake kort geding op de zitting van woensdagmorgen.

Alle andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek worden ingeleid voor de eerste kamer op de zitting van de tweede en vierde maandagnamiddag van de maand.

Art. 4. De kamers kunnen volgens de behoeften van de dienst buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur vaststellen in overleg met de voorzitter van de rechtbank en, voor de zaken waarin het advies van het openbaar ministerie vereist is, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen.

Art. 5. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op woensdag om 9 uur.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 29 september 1972 tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Turnhout, wordt opgeheven.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 1927

20 AOUT 1985
Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail de Hasselt

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail d'Anvers, du premier président de la cour d'appel d'Anvers et du procureur général à Anvers, du président du tribunal du travail de Hasselt, de l'auditeur du travail à Hasselt, du greffier en chef du tribunal du travail de Hasselt et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Hasselt;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal du travail de Hasselt se compose de trois chambres.

Art. 2. La première chambre connaît :

- a) des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3^o et 4^o du Code judiciaire, ainsi que des matières prévues à l'article 583 du même Code lorsqu'elles sont relatives aux employeurs;
- b) des contestations prévues à l'article 34^{ter}, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- c) des renvois après cassation.

La deuxième chambre connaît des matières prévues aux articles 581 et 583 du Code judiciaire lorsqu'elles sont relatives aux travailleurs indépendants.

La troisième chambre connaît des affaires prévues à l'article 582, 1^o et 2^o du Code judiciaire.

Les différentes chambres connaissent en outre des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, à savoir :

la première chambre lorsque le siège doit se composer soit d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre d'employeur et d'un juge social nommé au titre de travailleur salarié, soit d'un juge unique;

la deuxième chambre lorsque le siège doit se composer de deux juges au tribunal du travail et d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant;

la troisième chambre lorsque le siège doit se composer d'un juge au tribunal du travail, d'un juge social nommé au titre de travailleur indépendant et d'un juge social nommé au titre de travailleur salarié.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 8. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1927

20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van het bijzonder reglement
voor de arbeidsrechtbank te Hasselt

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen; van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Hasselt, van de arbeidsauditeur te Hasselt, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Hasselt en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Hasselt;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Hasselt bestaat uit drie kamers.

Art. 2. De eerste kamer neemt kennis :

- a) van de zaken genoemd in de artikelen 578, 579, 580, 582, 3^o en 4^o van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de zaken genoemd in artikel 583 van hetzelfde Wetboek, wanneer het werkgevers betreft;
- b) van de betwistingen bedoeld bij artikel 34^{ter}, § 4 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- c) van de verwijzingen na cassatie.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken genoemd in de artikelen 581 en 583 van het Gerechtelijk Wetboek wanneer het zelfstandigen betreft.

De derde kamer neemt kennis van de zaken genoemd in artikel 582, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarenboven neemt elke kamer kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten, kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, en namelijk :

de eerste kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als werkgever, en een rechter in sociale zaken benoemd als werknemer, of een alleensprekend rechter;

de tweede kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit twee rechters in de arbeidsrechtbank en één rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige;

de derde kamer wanneer de zetel moet samengesteld zijn uit een rechter in de arbeidsrechtbank, een rechter in sociale zaken, benoemd als zelfstandige en een rechter in sociale zaken, benoemd als werknemer.